



Conseil économique et social

Distr. limitée
13 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne, 11-15 Avril 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Erasmo **Lara Cabrera** (Mexique)

Additif

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

1. À ses 1^{re}, 2^e et 5^e séances, les 11 et 13 avril 2011, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 3 de son ordre du jour se lisant comme suit: “Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique”:

“a) Travaux du groupe de travail sur l’amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.”

2. Pour l’examen du point 3 de l’ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants:

a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2010/3-E/CN.15/2010/3);

b) Rapport du Directeur exécutif sur l’appui à l’élaboration et à l’application des programmes régionaux de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2011/6-E/CN.15/2011/6);

c) Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée sur l’amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2011/9-E/CN.15/2011/9);



d) Rapport du Directeur exécutif sur l'exécution du budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2010-2011 (E/CN.7/2011/11-E/CN.15/2011/11);

3. Le Directeur exécutif a fait une déclaration liminaire. Un représentant du Secrétariat a aussi fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les représentants des États-Unis, de l'Argentine, du Canada, du Japon, du Chili, de l'Iran (République islamique d'), de la Chine, du Royaume-Uni, du Mexique, du Brésil et de l'Allemagne. Des déclarations ont été faites par ailleurs par les observateurs de l'Indonésie, du Liban (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Suède, du Guatemala, de la Norvège, d'Israël, de la France et de l'Espagne. L'observateur de la Palestine a fait une déclaration. Une déclaration finale a été faite par le Président.

A. Délibérations

4. L'initiative prise par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de passer d'une approche fondée sur les projets à une approche intégrée fondée sur les programmes a été considérée comme une évolution positive pouvant contribuer à améliorer la situation financière actuelle. L'approche programmatique régionale était un outil qui permettait aux pays concernés de s'approprier les programmes par le biais de consultations approfondies pendant leur élaboration et leur exécution.

5. On a insisté sur le fait que l'UNODC devait s'assurer des ressources stables, prévisibles et adéquates par un élargissement de la base de ses donateurs, une augmentation de son budget ordinaire, un accroissement de la part des fonds à des fins générales, et une hausse des fonds extrabudgétaires et des contributions volontaires à des fins génériques. On a aussi préconisé la création de partenariats avec le secteur privé. Certaines de ces options ont été jugées moins probables du fait des contraintes budgétaires aussi bien de l'Organisation des Nations Unies que des États Membres. Il a été déclaré que les problèmes budgétaires auxquels l'UNODC était confronté étaient également dus à la multiplication des mandats que les États Membres lui avaient donnés sans que les ressources financières correspondantes ne soient garanties.

6. On a reconnu que le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée sur l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'UNODC était un instrument précieux pour faciliter le dialogue entre les États Membres et entre ces derniers et le Secrétariat, plus particulièrement pour ce qui était de l'élaboration et de l'exécution des programmes thématiques et régionaux de l'Office, entre autres questions. Il a été noté que le groupe de travail devait passer du stade des délibérations à celui de la soumission de recommandations de mesures à la Commission et que, à cet égard, les résultats laissaient à désirer.

7. On a souligné la nécessité d'impliquer les États Membres et le Groupe de l'évaluation indépendante dans l'élaboration d'une stratégie à moyen terme pour l'Office pour la période 2012-2015, qui devrait être présentée à la Commission en 2011 lors de la reprise de sa session.

8. S'agissant du rapport du Corps commun d'inspection¹ sur l'examen de la gestion et de l'administration de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, il a été déclaré que les recommandations qui y figuraient devraient être suivies d'effet, y compris dans le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée sur l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'UNODC, de façon à ce que la Commission puisse les examiner en 2011 lors de la reprise de sa session. Ont également été examinées les questions de l'équilibre entre les sexes et de la diversité géographique dans le recrutement du personnel.

9. En réponse à des remarques du Directeur exécutif, il a été déclaré que l'UNODC devrait être un organisme à la fois normatif et analytique, ayant aussi pour rôle de fournir une assistance technique aux États Membres, en particulier pour l'application de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention contre la corruption, ainsi que pour l'application et l'amélioration de règles et normes. Les connaissances créées dans le cadre des activités normatives et analytiques servaient de base pour la fourniture de l'assistance technique. Certains intervenants ont noté que les activités de coopération technique de l'Office pourraient justifier une évolution de ce dernier vers le statut d'institution spécialisée, ce qui permettrait également de rationaliser son système de financement; mais, selon d'autres intervenants, l'idée était prématurée. La proposition tendant à organiser des réunions informelles entre les délégations partageant les mêmes idées ou à trouver d'autres moyens d'échanger des idées et des propositions dans un cadre informel a été généralement bien accueillie.

10. On a également examiné le rôle de la Commission en tant qu'organe directeur de l'UNODC pour les questions budgétaires, administratives et de gestion, et on s'est demandé si ce rôle était approprié pour une commission technique, dont les fonctions étaient, à juste titre, prioritairement normatives. On a également débattu du rôle similaire que jouaient la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies la corruption et les congrès du crime. Tous ces organes faisaient office d'organes directeurs, qui donnaient à l'UNODC de plus en plus de mandats non accompagnés des ressources nécessaires pour les appliquer, et leurs instructions pouvaient être parfois contradictoires.

11. Une fusion des deux Commissions n'a pas été jugée comme une mesure viable du fait qu'elles avaient des parties prenantes différentes. Il a été suggéré d'examiner la proposition tendant à organiser pendant une période d'essai des reprises de sessions conjointes pour examiner les questions budgétaires, administratives et de gestion, conformément à la recommandation figurant dans le rapport du Corps commun d'inspection.

12. S'agissant des options permettant d'améliorer les méthodes de travail de la Commission, on a souligné qu'il était important de soumettre les projets de résolution et de décision au plus tard un mois avant chaque session et des idées ont été avancées à cet égard. Il a été déclaré que le respect de ce délai permettrait aux États Membres de mieux se préparer et faciliterait la tâche de la Commission. L'idée d'organiser une session d'une journée de la Commission pour déposer les projets de

¹ JIU/2010/10.

résolution, suivie d'un intervalle de deux semaines, donnant le temps aux représentants des États Membres de consulter leur capitale et d'examiner les aspects de fond des textes, a été généralement bien accueillie et méritait un examen plus approfondi.

13. Il a été généralement noté que l'intervalle entre la session de la Commission des stupéfiants et celle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devrait être plus long que celui du premier semestre 2011. Il a également été proposé d'envisager que chaque Commission tienne une session tous les deux ans, en alternant.

14. Il a été considéré que la Commission ne devrait pas modifier ses méthodes de travail avant d'avoir examiné l'impact que pourrait avoir de tels changements sur ses travaux. On a noté que les changements proposés pour l'élaboration des rapports sur les sessions de la Commission, consistant en particulier à réduire ou à supprimer les résumés des délibérations sur les questions de fond devraient être examinés plus avant. On a avancé par ailleurs que les aspects procéduraux du rapport, y compris les informations de caractère financier, pourraient être présentés différemment.

15. Il a également été proposé de rationaliser les documents présentés à la Commission en incluant davantage de renvois à d'autres documents, question qui nécessiterait également un examen plus approfondi.

B. Mesures prises par la Commission

16. À sa 5^e séance, le 13 avril 2011, la Commission a approuvé, pour adoption par le Conseil économique et social, un projet de décision (E/CN.15/2011/L.2) présenté par les États-Unis et la Suède, qui avait été soumis sur recommandation du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée sur l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément à la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et à la décision 2009/251 du Conseil économique et social (pour le texte, voir [...]). Avant l'adoption du projet de décision, un représentant du Secrétariat a lu une déclaration sur les incidences financières de cette adoption. Par ailleurs, le représentant des États-Unis a fait une déclaration pour indiquer que les auteurs du projet de décision E/CN.15/2011/L.2 et du projet de résolution E/CN.15/2011/L.3 (voir par. 17 ci-dessous) auraient préféré que les deux textes soient d'abord envoyés au Comité plénier pour examen. Bien que n'ayant soulevé aucune objection, la procédure suivie ne devrait pas être considérée comme un précédent.

17. À la même séance, la Commission a adopté un projet de résolution (E/CN.15/2011/L.3) soumis par les États-Unis et la Suède (pour le texte, voir [...]). Avant l'adoption de ce texte, un représentant du Secrétariat a lu une déclaration sur les incidences financières de cette adoption. (Pour le texte, voir E/CN.7/2011/CRP.5). Après l'adoption, le représentant du Royaume-Uni a fait une déclaration dans laquelle il a noté que son Gouvernement interprétait la notion d'allocation d'une "part suffisante du budget ordinaire" au paragraphe 12 du texte comme compatible avec la nécessité de procéder à une réorganisation et rationalisation plus poussées au sein du Secrétariat et dans d'autres entités de l'Organisation des Nations Unies.

18. À la même séance, la Commission a adopté un projet de résolution intitulé “Exécution du budget du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour l’exercice biennal 2010-2011” (E/CN.7/2011/11-E/CN.15/2011/11, annexe IV). (Pour le texte, voir [...]).
